

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

POLE SOLIDARITE
DEPARTEMENTALE

ARRETE

Portant autorisation budgétaire et fixant les tarifs journaliers hébergement applicables à l'EHPAD LE CHATEAU à MONTSALVY à compter du 1^{er} février 2026

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le code de l'action sociale et des familles, et en particulier :

- les articles R 314-1 à R 314-58 relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services soumis à autorisation ;
- les articles R 351-1 à R 351-41 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;

VU la loi n° 82 – 213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens applicable pour la période 2025-2029 ;

VU la transmission de l'annexe Activité de l'EHPAD LE CHATEAU à MONTSALVY pour l'exercice 2026 ;

VU le rapport relatif à la décision d'autorisation budgétaire et de tarification daté du 30 janvier 2026 ;

SUR proposition de la Directrice Générale des services du Département ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER}: Pour l'exercice budgétaire 2026, les dépenses et les recettes prévisionnelles de l'EHPAD LE CHATEAU à MONTSALVY (SIRET : 26150048200029) sont autorisées comme suit :

Section tarifaire Hébergement :

Le montant des dépenses nettes de la section hébergement s'élève à : **2 210 514 €**

Le montant des produits de la tarification de la section hébergement s'élève à : **2 210 514 €**

ARTICLE 2 : Les tarifs journaliers hébergement applicables à compter du 1^{er} février 2026 à l'EHPAD LE CHATEAU à MONTSALVY sont fixés ainsi qu'il suit :

- Chambre double : **52,30 €**
- Chambre individuelle : **59,44 €**
- Chambre unité Alzheimer : **68,70 €**
- Appartement : **68,70 €**
- Hébergement temporaire : **68,70 €**

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Président du Conseil départemental et d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de LYON dans le délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié, ou de sa publication pour les autres personnes.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 4 : La Directrice Générale des services du Département, la Présidente du Conseil d'administration et la Directrice de l'EHPAD LE CHATEAU à MONTSALVY sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par voie électronique sur le site du département.

AURILLAC, le 30 janvier 2026

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bruno Faure', is written over the printed name.

Bruno FAURE